

EN L'HONNEUR DE L'AMÉRIQUE, EXCEPTIONNELLEMENT : 8 PAGES

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2423. — 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Mercredi

4

JUILLET
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Engbien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois 10 fr.; 6 mois 18 fr.; 1 an 35 fr.
Étranger... 3 mois 20 fr.; 6 mois 36 fr.; 1 an 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, M^e des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

PARIS FAIT FÊTE AUX SOLDATS AMÉRICAINS



ACCLAMÉ PAR LA FOULE, LE 2^e BATAILLON DU 16^e D'INFANTERIE AMÉRICAIN, SORT DE LA GARE D'AUSTERLITZ

La réception du premier détachement américain, arrivé hier matin à Paris, a été émouvante et magnifique. C'est aux cris mille fois répétés de : « Vive l'Amérique ! » « Vivent les États-Unis ! » que les « teddies », vêtus de kaki, coiffés du chapeau mou-pointu désormais

populaire, se sont rendus de la gare d'Austerlitz à la caserne de Reuilly. Ces superbes soldats ont tout de suite conquis le cœur de Paris et sur leurs visages rasés se lisait leur joie et leur fierté. Les voici défilant avec la bannière étoilée et le drapeau de leur régiment.

L'INDEPENDENCE DAY A PARIS

L'AMÉRIQUE ET LA FRANCE SE RETROUVENT

Voici de nouveau, après cent quarante ans, deux grandes nations — que tant de distance sépare ! — réunies sur le même sol pour livrer le même combat.

LES RETOURS DE L'HISTOIRE UN ORDRE DU JOUR DU GÉNÉRAL PÉTAÏN A L'ARMÉE 1777-1917

Il y a de cela environ cent quarante années, le Paris brillant et luxueux d'alors voyait arriver un ambassadeur dont l'équipage était plus que modeste et la suite étrangement composée. Cet ambassadeur n'avait pas de perruque. Il portait des lunettes et un bonnet de fourrure. Mais sa simplicité même, son air naturel, enchantèrent les Français du siècle de Jean-Jacques Rousseau, et rien ne dépassa la popularité du « bonhomme Franklin ».

Au nom des insurgents d'Amérique, Franklin venait demander le secours de la France. C'est que les États-Unis, qui n'étaient alors qu'un nombre de treize, et qui avaient proclamé leur indépendance le 4 juillet 1776, ne laissaient guère pressentir la vaste et puissante République dont les couleurs flotteront aujourd'hui dans nos rues. La jeune nation qui, à la voix de Washington et de Jefferson, revendiquait sa liberté n'était riche ni en hommes ni en argent, et elle avait à lutter contre les forces de l'Angleterre. Or, en ce temps-là, la France était par sa population, et surtout par ses ressources militaires et financières, une des plus grandes puissances du monde. Livrée à elle-même en face de l'Angleterre, la cause des insurgents était perdue d'avance. Avec le concours de la France, sa victoire était assurée. Ce concours, la France généreuse et intelligente ne le marchandait pas.

L'indépendance américaine avait coûté tout de suite l'enthousiasme de la jeunesse française. La fleur de notre aristocratie voulut combattre avec ces républicains. Autour de La Fayette, les Noailles, les Lauzun, les Ségur, les Vauhan, bien d'autres encore, s'engagèrent comme volontaires. A leur petite légion devait bientôt succéder une armée régulière, celle de Rochambeau. Car Louis XVI et son ministre des Affaires étrangères, l'illustre Vergennes, avaient, eux aussi, accueilli, écouté, compris le « bonhomme Franklin », et bientôt ils avaient conclu une alliance en règle avec les républicains d'Amérique.

Ces souvenirs, ils sont encore vivants aux États-Unis. Ils sont incorporés à l'histoire de la nation américaine. Ils ont joué un rôle immense dans la participation des États-Unis à la guerre que nous soutenons.

Aujourd'hui, cent quarantième anniversaire de la proclamation de l'Indé-



LE GÉNÉRAL DE LA FAYETTE

pendance, Paris verra des soldats américains qui vont combattre à côté de nos soldats pour la libération de la France. Après la capitulation des Anglais à Yorktown, qui avait assuré la victoire de la cause américaine, La Fayette s'était écrié prophétiquement : « L'humanité a gagné son procès ; la liberté ne sera jamais plus sans asile. » Près d'un siècle et demi plus tard, cette parole reçoit sa justification. Au moment où la France traversait une des plus redoutables crises de son histoire, où son existence nationale était menacée par la force allemande, l'Amérique reconnaissante lui a envoyé ses La Fayette. Elle lui envoie son Rochambeau.

C'est la preuve qu'en politique les actions nobles et les larges vues portent tôt ou tard leur récompense. Dans la guerre présente, où, livrés à nous-mêmes, nous courrions le risque d'être écrasés, nous avons, pour ainsi dire, touché les intérêts de notre capital historique. S'il y a eu une Belgique pour se dresser devant le premier flot de l'invasion allemande, c'est parce qu'une armée française, en 1832, avait pris Anvers pour le donner aux Belges. Les Italiens, en 1914 et en 1915, se sont souvenus de Magenta et de Solferino. C'est le même genre de reconnaissance qui anime les Américains. C'est la même force historique qui agit pour nous donner leur concours. Ainsi la politique désintéressée, pourvu qu'elle soit en même temps clairvoyante, est pour un peuple le meilleur des placements.

Jacques BAINVILLE.

Déclarations du général Pershing, de M. Sharp et du maréchal Joffre



GÉNÉRAL PÉTAÏN

GÉNÉRAL PERSHING

M. SHARP

MARÉCHAL JOFFRE

Le général Pétain a adressé aux troupes françaises l'ordre général que voici :

3 juillet 1917.

Demain, fête de l'Indépendance des États-Unis, les premières troupes américaines débarquées en France défilent dans Paris. Elles viendront ensuite nous rejoindre sur le front.

Saluons ces nouveaux compagnons d'armes qui, sans arrière-pensée de lucre ni de conquête, par simple désir de défendre la cause du droit et de la liberté, viennent se ranger à nos côtés.

D'autres se préparent à les suivre qui seront bientôt sur notre sol.

Les États-Unis entendent mettre à notre disposition, sans compter, leurs soldats, leur or, leurs usines, leurs navires, leur pays tout entier. Ils veulent payer au centuple la dette de reconnaissance contractée jadis envers La Fayette et ses compagnons.

Qu'un seul cri parte en ce 4 juillet de tous les points du front : « Honneur à la grande République sœur ! Vivent les États-Unis ! »

PÉTAÏN.

D'autre part, à la demande du Petit Parisien, le général Pershing, M. Sharp et le maréchal Joffre ont donné les déclarations suivantes :

Le major-général Pershing

Cette journée anniversaire du 4 juillet 1917 est celle de la déclaration de l'Indépendance des États-Unis d'Amérique. Elle marque également l'entrée de notre pays dans la grande guerre mondiale. L'Amérique est là pour prêter son concours moral, matériel et financier en vue de l'établissement de la paix. Puisse cette paix être telle qu'aucun autocrate ne puisse plus jamais la troubler ! Nous nous rendons pleinement compte des sacrifices qu'il faudra consentir, mais nous sommes prêts à les faire. L'Amérique est entrée dans cette guerre et s'est rangée du côté des Alliés avec la ferme conviction qu'ainsi elle combat pour les droits de l'humanité. Ayant constamment eu devant les yeux, l'Amérique consacrera toutes ses forces à faire triompher la cause commune.

M. Sharp

Ambassadeur des États-Unis

C'est avec le plus vif plaisir que je saisis l'occasion qui me est si gracieusement donnée par le « Petit Parisien », au jour anniversaire de l'Indépendance de mon pays, de venir offrir à ses lecteurs, en même temps que mes sentiments de cordiale amitié, l'assurance de ma profonde confiance dans l'avenir. Puis-je aussi y ajouter mes chaudes félicitations pour la façon admirable — sans égale dans les annales de l'histoire — dont la noble France a défendu jusqu'ici son héritage de paix et de liberté nationales ? Il faut que l'on sache bien que ce jour de l'Indépendance prend, cette année, du fait des événements actuels, une signification, je ne dirai pas nouvelle, mais singulièrement accrue. C'est qu'en effet, fidèle aux idées pour lesquelles elle a toujours combattu, l'Amérique entre en jeu, une de toutes ses forces, que dis-je ! de toute son âme, afin d'avoir, elle aussi, l'honneur de devenir à son tour le champion de ces éternels principes du Droit, base de toute civilisation, pour lesquels le peuple français et ses alliés luttent depuis si longtemps avec un merveilleux courage.

Une promotion américaine dans la Légion d'honneur

A l'occasion de la fête de l'Indépendance américaine, le président de la République, sur la proposition du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a attribué :

La croix de commandeur de la Légion d'honneur, à M. Hoover, président de la commission de ravitaillement de la Belgique et du nord de la France.

Celle d'officier à M. Whitney Warren, associé de l'Académie française, membre de



M. HOOVER

l'« American Relief Clearing House », et à M. Coudert, avocat, vice-président de l'« Army League » aux États-Unis.

Amérique ! de tes rochers, de tes forêts, de tes collines couronnées de temples

(From thy rocks and hills
Thy woods and templed hills)

jaillit une ardeur guerrière, ardeur inspirée non seulement par l'amour de la liberté, mais aussi par cette conviction profonde et raisonnée que ces deux biens précieux pour l'humanité, la liberté des peuples et la paix, ne peuvent exister dans le monde qu'en arrachant la victoire complète à ce gouvernement qui, du fait de ses prétentions insolentes et de la tyrannie de sa caste militaire, ignore tout de la première et méprise les bienfaits de la seconde.

Soutenue par sa vaillante jeunesse — dont l'avant-garde a déjà touché le sol français — l'Amérique, dégagée de tout esprit de conquête et dépourvue de tout désir de gain ou d'avantages matériels, va profiter de ce glorieux anniversaire de son indépendance pour affirmer, à nouveau, sa volonté de coopérer à la victoire définitive, victorieuse qui consacrerait la liberté des nations, but pour lequel elle est prête à accepter toutes les obligations que comporte un pareil idéal.

Quel plus haut témoignage d'admiration puis-je offrir à la France qu'en rappelant que le fait seul de voir mes compatriotes observer cette fête de l'Indépendance — et tout ce qu'elle signifie — est en lui-même l'hommage le plus touchant et leur façon de reconnaître la dette contractée il y a si longtemps envers ce noble pays ?

Le maréchal Joffre

Au prix d'un long et dur effort, les armées belges, britanniques et françaises brisent peu à peu l'étreinte de l'ennemi, détruisent ses meilleures troupes et avancent pas à pas ; à leurs côtés, les premiers contingents américains vont prendre place. J'ai la conviction que les États-Unis envieront sur notre front une grande armée qui sera pour les Allemands un rude adversaire.

Faisant leur la volonté commune des Alliés, les États-Unis entrent dans la bataille, décidés à y engager « jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier dollar ».

Cette résolution, acceptée par tous, dans le même esprit de sacrifice, avec toutes ses conséquences, est la condition indispensable et le gage certain de la victoire.

Celle de chevalier à MM. Coffin, artiste peintre ; Pratt, directeur des services de l'« American Relief Clearing House » à New-York ; Poland, administrateur de la commission de ravitaillement de la Belgique et du nord de la France ; Fitch, médecin-chef de l'hôpital franco-américain de Saint-Valéry-en-Caux.

Un monument sera élevé sur une place de Paris à la mémoire des États-Unis

Un comité vient de se constituer pour élever, sur une place de Paris, un monument commémoratif de la reconnaissance française aux citoyens des États-Unis pour le concours généreux qu'ils n'ont cessé d'apporter à nos œuvres de bienfaisance, d'hospitalité et de solidarité, depuis le début de la guerre.

Le comité, placé sous le haut patronage du président de la République, est présidé par M. Léon Bonnaud.

En font partie : Mmes Kinen, marquise de Gansy, comtesse Murat, comtesse de Beauvilliers, Henri Bellinguer, Achille Fould, A. du Bos, MM. Viviani, Hanotaux, Bergson, Briand, Millerand, Barthou, Dervillé, Edmond de Rothschild, Henri-Robert, etc., etc.

VOIR PAGES 4 ET 5 :

Pourquoi l'Amérique est en guerre. — Les messages du Président Wilson.

VOIR PAGE 7 :

L'arrivée à Paris du premier bataillon américain. — Le programme des fêtes d'aujourd'hui.

L'OFFENSIVE RUSSE

PLUS DE 15.000 PRISONNIERS EN DEUX JOURS DE BATAILLE

Nos alliés vont élargir leur front d'attaque

Les Russes ont continué leur offensive avec un succès tel que les Allemands eux-mêmes sont obligés de reconnaître « qu'ils sont parvenus à élargir la brèche faite la veille dans les positions de la défense ». C'est à leur aile droite que ce nouvel avantage a été obtenu, le long de la voie ferrée de Tarnopol à Lemberg par Zolotchov, et de la branche occidentale de la Strypa ou Petite Strypa. La principale avance avait été accomplie le premier jour au centre du front d'attaque, vers Konioukhi. En portant en avant leur aile droite, les Russes ont réussi non seulement à rectifier leur ligne de ce côté, mais à enfoncer dans les positions adverses un autre coin dont la pointe touche à la voie ferrée.

Comme précédemment, ils ont prononcé des attaques simultanées sur les centres de résistance, qui sont principalement des villages ou des forêts, car les lignes de défense du front oriental ne sont pas, comme celles de notre front, également fortes sur toute leur longueur. Elles se décomposent en fortes tranchées, dans l'intervalle desquelles les tranchées sont continues, mais ne présentent pas d'abris aussi rapprochés ni aussi solides que ceux que notre artillerie doit détruire à chacune de nos offensives. De même, l'artillerie, pas plus chez l'ennemi que chez nos alliés, n'est en quantité suffisante pour défendre efficacement le front entier. Elle est répartie entre les points vulnérables, et c'est ce qui explique que les Russes puissent par des concentrations appropriées acquies à un certain moment et sur le secteur choisi cette supériorité des feux indispensable à une attaque bien conduite.

C'est ainsi que des positions solidement organisées ont été emportées hier au sud de Zhorov, sur la voie ferrée. Plus à l'ouest, le village de Prisovtze a été emporté d'assaut après que le bombardement en eut ruiné les défenses, et les trois lignes de tranchées qui couvraient le village de Korjilov ont été prises ; l'ennemi a été rejeté sur la rive occidentale de la Petite Strypa.

A l'aile gauche, devant Brzejanya, les contre-attaques des troupes turques et allemandes n'ont obtenu aucun résultat et paraissent diminuer de violence. 2.200 soldats et 53 officiers ont été faits prisonniers dans cette région, ce qui joint aux autres prisonniers faits le 2, et dont le dénombrement n'est pas encore terminé — porte à plus de 15.000 le total des prisonniers dénombrés en ces deux derniers jours d'offensive.

Il est trop tôt encore pour discuter les diverses conséquences stratégiques que peuvent avoir ces brillantes actions : débordement de Brzejanya, chute du saillant de la ligne ennemie devant Brody, progression vers Zolotchov, sur la voie ferrée de Lemberg. Mais le succès tactique est acquis, et, par son étendue, par la valeur des positions prises, par le nombre des prisonniers, constitue un avertissement dont l'ennemi ne manquera pas de tenir compte.

Enfin, signalons une indication qui nous est donnée par le communiqué allemand lui-même : l'activité militaire n'a pas repris seulement dans le secteur de Galicie ; les combats d'artillerie deviennent violents sur les autres points du front, et pourraient bien précéder, en quelque endroit, d'autres actions d'infanterie.

Jean VILLARS.

PÉTROGRAD, 3 juillet. — Les dernières nouvelles annoncent que l'offensive continue à se développer heureusement.

On ne peut encore évaluer les résultats matériels obtenus.

Les opérations qui viennent de commencer d'une façon si brillante ont été menées par des éléments de la 11^e et de la 7^e armée que Broussiloff avait déjà sous son commandement avant d'être nommé généralissime.

L'attaque menée entre Gaïatshef et Gaïiz ne s'élève pas sur moins de 80 verstes dans la direction de Tarnopol et Lemberg. Les Russes ont trouvé devant eux des troupes austro-allemandes renforcées par des unités allemandes.

L'ennemi voyant les chances de paix se parer plus précieuses procédait ces derniers temps au regroupement de ses forces.

En prévision de l'offensive russe qu'on sentait prochaine, certaines unités austro-allemandes et turques avaient également été remplacées récemment par des troupes allemandes.

L'enthousiasme à Pétrograd

PÉTROGRAD, 3 juillet. — L'offensive russe a surpris, hier matin, la population par son soudaineté et son brillant succès et a provoqué dans la ville une satisfaction d'enthousiasme intense.

Les journaux ne paraissant pas le lundi, la nouvelle s'est répandue d'abord assez lentement, jusqu'à ce que les transparents des journaux sur la perspective Newsky l'aient, vers midi, rendue publique.

Une forte manifestation partant de l'édifice de l'état-major central ne tarda pas à se former et, précédée du général Roussky et d'un groupe d'officiers d'état-major et d'officiers alliés se tenant par le bras, se dirigea, suivant la rue Morskaya, vers le ministère de la guerre et le palais de Marie en acclamant chaleureusement l'armée, M. Kerensky et le gouvernement.

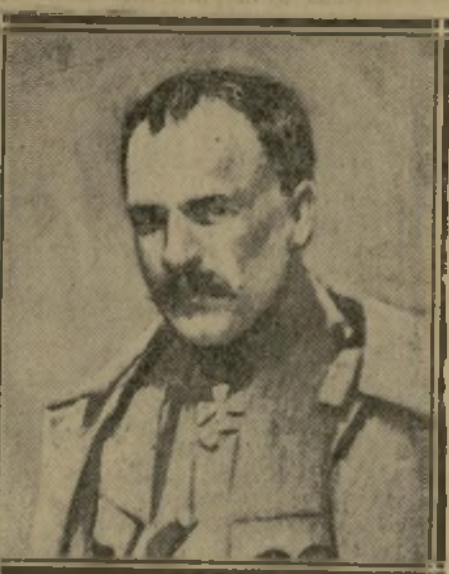
Une nouvelle démonstration non moins importante, organisée par un groupement de l'« Edinno » parcourut à son tour la perspective Newsky, un peu plus tard, soulevant partout le même enthousiasme.

Les ouvriers célébrèrent également dès le matin, dans le quartier de Viborg, le succès des armes russes par une manifestation dans les rues avoisinant leurs usines.

Pour la première fois depuis la révolution, à côté des bannières rouges habituelles et des portraits de Kerensky qui portaient les manifestants en tête de leurs colonnes, on vit apparaître, hier, dans les rues, le drapeau tricolore national russe.

Au Congrès des conseils des délégués ouvriers et soldats, la nouvelle offensive a produit une profonde impression.

Le nouvel atman des cosaques



GÉNÉRAL KALIDINE

nommé atman des cosaques par l'Assemblée des Cosaques du Don et qui commanda l'année dernière les troupes qui réussirent à enfoncer le front ennemi.

Attaques repoussées au nord de l'Aisne Les combats dans les faubourgs de Lens

De nouvelles attaques ont été dirigées par l'ennemi sur les tranchées que nous venons de lui reprendre à l'est du saillant de la Bovelie. S'il parvenait, en effet, à s'y établir, puis à élargir son gain en poussant vers l'ouest, le saillant tout entier, coupé de ses communications, devrait être évacué. Mais l'exécution n'a pas répondu à la conception ; tous les assauts ont été repoussés, et les Allemands n'ont pu enlamer sur aucun point même notre ligne avancée.

Sur la rive gauche de la Meuse, les actions ont quelque peu diminué en vivacité comme en étendue. La dernière, au sud-ouest de la cote 304, sur la partie du bois d'Avocourt où nous restons établis depuis l'été dernier, n'intéressait qu'un front de 500 mètres. Brisée par nos feux avant d'avoir atteint nos lignes, elle n'a pas été renouvelée.

A l'ouest de Lens, une accalmie temporaire a succédé aux violents combats de ces jours passés : nos alliés sont au contact des défenses immédiates de la ville, ou l'ennemi s'apprête à une résistance désespérée. Quelques coups de main sont signalés sur d'autres secteurs du front, notamment au nord de Nieuport, où des contingents britanniques combattent à côté des nôtres.

La ville de Lens est en flammes

LONDRES, 3 juillet. — Selon le correspondant de la Press Association au front britannique, il y a eu de nombreuses explosions

et de grands incendies en arrière des lignes allemandes, dans la région de Lens, pendant la journée d'hier.

Plusieurs incendies durent encore dans Lens même.

Les troupes britanniques auraient enlevé,



ce matin, la fosse n° 11, après la fosse n° 6. La première ligne de défense allemande est ainsi rompue sur un front d'environ cinq kilomètres.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.

Que faut-il penser du coup d'Etat chinois ?

LONDRES, 3 juillet. — On mande de Pékin que les députés impériaux élus hier et qui présentaient le rétablissement de l'empire sous la forme constitutionnelle prévoient la nomination d'un Grand Conseil, chargé des affaires de l'Etat, dirigé par le général Tehang-Hsun, et la constitution d'un sénat (Conseil des Vertus), dont le président sera Sun-Tseu-Chuan.

En outre, on annonce la démission du président de la République, à qui est décerné le titre de duc.

D'autre part, on télégraphie de Tien-Tsin au Morning Post que l'ordre règne à Pékin. Les différents impériaux réapparaissent.



LE NOUVEAU EMPEREUR DE CHINE

La soudaineté du coup d'Etat paralyse momentanément l'opposition ; mais il est indubitable que le général Tehang-Hsun a commis une faute, car, si dans le Nord, si dans le Sud, les partisans de la restauration ne sont nombreux.

L'impression dans les milieux chinois de Paris

La nouvelle de la restauration de la monarchie en Chine a provoqué une vive émotion dans la colonie chinoise de Paris et notamment dans les milieux qui ont le plus directement participé à l'avènement de la République.

Nous avons interrogé à ce sujet Mlle Tehang, qu'une amie nous a dit avoir vu au cours du mouvement révolutionnaire de 1911, transportant des bombes, animant l'esprit des chefs et l'ardeur des partisans d'un nouveau régime. Nous avons vu également M. Sze-Ton-Fa, un jeune lettré marié à une Française, ami de la France, ayant suivi de près et dénoncé le mouvement militaire chinois qui servait les desseins de la monarchie et préparait le retour de la dynastie mandchoue.

On s'est trop hâté, nous dit-on, de considérer comme acquise la restauration de la monarchie. Ce ne peut être qu'une simple tentative, et il nous apparaît certain que les quatre cents millions de Chinois ne vont à nouveau accepter le joug des Mandchous, après avoir réussi à se débarrasser d'un état de choses triesthétique par une révolution et deux contre-révolutions.

La vérité, c'est que le général Tehang-Hsun, surtout connu par sa férocité et le massacre des jeunes étudiants à Nankin, est un chef de bande audacieux qui, avec ses 25 ou 30.000 hommes, a pu appuyer sur les gouverneurs militaires du Nord son mouvement séditionnel.

Depuis que le gouvernement chinois a voté à l'unanimité la rupture avec l'Allemagne, les difficultés se multiplient à l'intérieur et les événements se précipitent dans le sens que nous croyons le plus défavorable à la cause des Alliés.

Ce que l'on veut et ce que l'on obtient, c'est ajourner l'état de guerre annoncé par cette rupture. Les agents de l'Allemagne n'ont pas cessé leur propagande dans le parti militaire, et celle-ci s'est faite si ouvertement que nous sommes étonnés qu'elle n'ait pas été contrebalançée.

Ce que nous prévoyons, c'est une série de troupes et de conflits intérieurs qui empêcheront les forces chinoises de prendre place à vos côtés, ainsi qu'il en était fortement question. Pour le reste, pour l'avenir d'une république jeune et pénalisée de plus en plus par les promesses, nous conservons notre confiance. Elle sortira victorieuse des épreuves qu'on suscite pour la mer. — R. V.

Le Comité secret

La discussion, en comité secret, des diverses interpellations d'ordre militaire s'est poursuivie hier après-midi à la Chambre.

Cet après-midi, plusieurs séances à huis clos.

Au Sénat

En raison de l'absence du ministre de la Guerre, retenu à la Chambre, la discussion de l'interpellation de M. Dubierre sur l'offensive du 16 avril et le fonctionnement du service de santé n'a pu venir hier devant la Haute-Assemblée. Une nouvelle date sera fixée, d'accord avec le gouvernement, lorsque M. Painlevé sera présent.

Le Sénat a ainsi repris la discussion de la proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires. Après une longue discussion, un contre-projet de M. Ascher a été retiré.

EVIAN Goutteux **CACHAT**
Eau de Régime par excellence

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

Les neutres empêchés de ravitailler l'ennemi

WASHINGTON, 3 juillet. — Les autorités anglaises ont soumis au bureau central du ravitaillement à Washington une statistique prouvant, de façon irréfutable, que les exportations de vivres des Etats-Unis pendant l'année 1916 vers la Hollande et la Scandinavie ont permis à l'Allemagne d'importer plus d'un million et demi de tonnes de denrées alimentaires.

De plus, il a été importé suffisamment de graisses pour suffire aux besoins de toute l'armée allemande pendant la même période.

Ce document établit qu'en échange de livraisons de charbon allemand à la Hollande et la Scandinavie ont fourni à l'Allemagne d'immenses quantités de vivres, de lait et de beurre, sans parler du blé et de la farine.

Voici un aperçu des quantités qui ont été fournies à l'Allemagne :

Beurre, 82.000 tonnes ; viande, 115.000 tonnes ; charbon, 68.000 tonnes ; lait condensé, 70.000 tonnes ; poisson, 107.000 tonnes ; fromages, 80.000 tonnes ; farine de blé, 180.000 tonnes ; légumes secs, 215.000 tonnes.

M. Wilson et M. Hoover, commissaire aux vivres, sont absolument convaincus de la nécessité de faire cesser cette source de ravitaillement de l'Allemagne, et d'empêcher les exportations indirectes des produits américains vers les empires centraux.

Des mesures d'une extrême sévérité sont prises vis-à-vis des neutres si ceux-ci continuent à transporter vers les puissances centrales les denrées qu'ils reçoivent de l'Amérique.

L'amnistie générale en Autriche

VIENNE, 3 juillet. — Une dépêche de Vienne annonce que l'empereur d'Autriche vient d'adresser à M. Seidler, président du Conseil, un rescrit dans lequel il proclame l'amnistie générale. Charles I^{er} déclare d'abord qu'il est fermement décidé à exercer ses droits et à acquiescer ses devoirs de façon à établir les possibilités du développement heureux et fécond de tous ses peuples. Il ajoute :

« La politique de haine et de représailles qui est servie par certaines circonstances obscures et qui a provoqué la guerre doit, après la fin de cette guerre, absolument cesser et faire place à la réconciliation. Cet état d'esprit doit se manifester aussi dans la politique intérieure.

« Je veux entrer le premier dans cette voie indulgente et étendre le voile de l'oubli sur toutes ces regrettables erreurs politiques survenues avant et pendant la guerre. J'espère fermement que tous mes peuples suivront l'exemple de modération donné par les Allemands et leurs représentants lors des derniers débats parlementaires.

L'empereur indique ensuite qu'il annule les crimes de haute trahison, de lèse-majesté, d'insulte aux membres de la famille impériale, de rébellion, etc. ; qu'il restitue aux condamnés leurs droits politiques et qu'il n'excepte de cette mesure de clémence que ceux qui ont fui à l'étranger ou passé à l'ennemi.

Le comité secret au Sénat italien

ROME, 3 juillet. — Demain, à 4 heures, le Sénat se réunira en comité secret.

Parmi les interpellations inscrites à l'ordre du jour, on peut citer celles du professeur Edoardo Maragliano, de M. Tilton, du sénateur Fracassi et du baron Franchetti.

Un vibrant appel à l'armée russe

Le congrès de tous les conseils des délégués de la Russie envoie son salut aux combattants

PETROGRAD, 3 juillet. — Le Congrès de tous les conseils des délégués de la Russie a décidé aujourd'hui, à une majorité écrasante, d'adresser à l'armée un vibrant appel dont voici les principaux passages :

« Soldats et officiers, le gouvernement provisoire révolutionnaire russe nous a appelés à l'offensive. Organisés sur une base démocratique, nous sommes dans le feu de la Révolution, nous vous sommes unis par un lien indissoluble.

« A vous qui sur les champs de bataille défendez la cause de la Révolution, qui défendez votre sang pour la liberté, pour la paix universelle, le Congrès des conseils des délégués des ouvriers et soldats de toute la Russie et le Comité exécutif de l'Union des délégués des paysans de toute la Russie envoient un salut fraternel.

« Toutes nos pensées sont avec vous, fils de l'armée révolutionnaire. En cette heure décisive, le congrès des conseils des délégués de toute la Russie et le comité exécutif du conseil des délégués des paysans de toute la Russie appellent le pays à concentrer tous ses efforts pour aider l'armée.

« Paysans, donnez votre pain à l'armée ; ouvriers, que l'armée ne souffre pas du manque de munitions.

« Soldats et officiers, que vos cœurs n'éprouvent aucun doute. Vous luttiez pour la liberté et le bonheur de la Russie pour une paix générale et prochaine. Nous vous

remercions de tout cœur.

M. Albert Thomas fait des déclarations sur l'Alsace-Lorraine

La prolongation des séances du conseil secret empêchant M. Albert Thomas de dire publiquement sa pensée au sujet du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, il a écrit, avant d'aller en cause dans certains articles de journaux, le ministre des Munitions a cru devoir faire, hier soir, des déclarations dont voici les parties essentielles :

« Le 6 décembre 1915, à l'anniversaire de la bataille de Champigny, je fixais, comme le mot d'ordre commun à tous les Français : « Pas de paix avant que notre Lorraine et notre Alsace ne soient rentrées définitivement dans l'unité française. »

« Au congrès socialiste de Noël 1915, je reprenais la même thèse ; bien plus, j'y déclarais que « l'attaque de l'Allemagne contre la France avait posé la question exactement comme elle avait été posée en 1870 ». Je déclarai que le droit ne peut pas être prescrit et que la consultation que certains sollicitaient pour la population d'Alsace-Lorraine me semblait viciée par les conditions matérielles mêmes où elles devaient avoir lieu.

« Je rappelle qu'à la commission d'Alsace-Lorraine on avait examiné la question et reconnu d'un commun accord l'impossibilité d'une consultation réelle qui pût donner l'opinion de la vraie population d'Alsace-Lorraine. Je me déclarai donc opposé au plébiscite.

« Après la discussion où j'avais ainsi pris position, notre parti a dit dans sa résolution : « Pas de paix durable sans que

soit rendue aux populations opprimées de l'Europe la libre disposition d'elles-mêmes et sans que soit rétabli entre la France et l'Alsace-Lorraine, au nom d'un droit que le temps n'a pas prescrit, le lien que la brutalité de la force avait rompu.

« En 1871, malgré la protestation socialiste de Bebel et de Liebknecht au sein de la nation allemande elle-même.

« Ce droit rétabli, la France saura se montrer prévoyante et juste en demandant à l'Alsace-Lorraine elle-même d'affirmer à nouveau, solennellement, comme le firent ses représentants à l'Assemblée de Bordeaux, sa volonté d'appartenir à la communauté française.

« Je n'ai pas échangé de thèse. Pendant tout le cours de ma propagande en Russie, j'ai rappelé que j'étais personnellement opposé à la thèse du plébiscite.

« J'ai sous les yeux la géographie de mon discours au Soviet de Moscou. Je rappelle encore que c'est contre quelques camarades et contre moi que le Parti s'était prononcé en 1915, et encore ne s'était-il pas prononcé pour le plébiscite, mais pour une consultation nationale qui manifesterait aux yeux du monde la volonté certaine des Alsaciens-Lorrains de faire partie de l'unité française.

« Il n'y a donc pas d'équivoque ; ma pensée est restée la même : c'est au nom du droit violé en 1871 que nous revendiquons l'Alsace-Lorraine comme partie de la nation française.

« La bataille d'infanterie a fait rage sur tout le front de cinquante kilomètres et elle a été d'une violence extrême.

« Les Russes ont engagé 20 divisions, disent les Autrichiens.

« Dans leur communiqué du 2 juillet, les Autrichiens déclarent : « Front oriental de la Galicie. — Hier, l'ennemi a lancé ses masses d'infanterie au combat en ordre serré à l'attaque entre la Narajowka et la Strypa selon la méthode qui lui est propre.

« Sans tenir compte des lourdes pertes que lui infligent notre artillerie et le renfort sans cesse pur de nombreuses réserves, ses vagues d'assaut ont envoyé à l'attaque. Peu à peu, vingt divisions d'infanterie au moins ont été engagées.

« La bataille d'infanterie a fait rage sur tout le front de cinquante kilomètres et elle a été d'une violence extrême.

« Les Russes ont engagé 20 divisions, disent les Autrichiens.

« Dans leur communiqué du 2 juillet, les Autrichiens déclarent : « Front oriental de la Galicie. — Hier, l'ennemi a lancé ses masses d'infanterie au combat en ordre serré à l'attaque entre la Narajowka et la Strypa selon la méthode qui lui est propre.

« Sans tenir compte des lourdes pertes que lui infligent notre artillerie et le renfort sans cesse pur de nombreuses réserves, ses vagues d'assaut ont envoyé à l'attaque. Peu à peu, vingt divisions d'infanterie au moins ont été engagées.

« La bataille d'infanterie a fait rage sur tout le front de cinquante kilomètres et elle a été d'une violence extrême.

« Les Russes ont engagé 20 divisions, disent les Autrichiens.

« Dans leur communiqué du 2 juillet, les Autrichiens déclarent : « Front oriental de la Galicie. — Hier, l'ennemi a lancé ses masses d'infanterie au combat en ordre serré à l'attaque entre la Narajowka et la Strypa selon la méthode qui lui est propre.

« Sans tenir compte des lourdes pertes que lui infligent notre artillerie et le renfort sans cesse pur de nombreuses réserves, ses vagues d'assaut ont envoyé à l'attaque. Peu à peu, vingt divisions d'infanterie au moins ont été engagées.

« La bataille d'infanterie a fait rage sur tout le front de cinquante kilomètres et elle a été d'une violence extrême.

« Les Russes ont engagé 20 divisions, disent les Autrichiens.

« Dans leur communiqué du 2 juillet, les Autrichiens déclarent : « Front oriental de la Galicie. — Hier, l'ennemi a lancé ses masses d'infanterie au combat en ordre serré à l'attaque entre la Narajowka et la Strypa selon la méthode qui lui est propre.

« Sans tenir compte des lourdes pertes que lui infligent notre artillerie et le renfort sans cesse pur de nombreuses réserves, ses vagues d'assaut ont envoyé à l'attaque. Peu à peu, vingt divisions d'infanterie au moins ont été engagées.

« La bataille d'infanterie a fait rage sur tout le front de cinquante kilomètres et elle a été d'une violence extrême.

« Les Russes ont engagé 20 divisions, disent les Autrichiens.

« Dans leur communiqué du 2 juillet, les Autrichiens déclarent : « Front oriental de la Galicie. — Hier, l'ennemi a lancé ses masses d'infanterie au combat en ordre serré à l'attaque entre la Narajowka et la Strypa selon la méthode qui lui est propre.

« Sans tenir compte des lourdes pertes que lui infligent notre artillerie et le renfort sans cesse pur de nombreuses réserves, ses vagues d'assaut ont envoyé à l'attaque. Peu à peu, vingt divisions d'infanterie au moins ont été engagées.

« La bataille d'infanterie a fait rage sur tout le front de cinquante kilomètres et elle a été d'une violence extrême.

Ce que l'on dit à l'étranger

L'OFFENSIVE RUSSIE

Le Times : La bataille de Galicie a mis fin à l'inaction du front oriental. Elle a confondu aussi les pessimistes qui annonçaient que la Russie se considérait déjà comme hors de la guerre. Dans quelques jours seulement, nous pourrions juger avec précision l'importance de cette nouvelle offensive.

Pour le moment, nous nous bornons à nous féliciter de voir que le gouvernement provisoire et le généralissime ont réussi à reprendre la conduite des opérations militaires.

Nous pouvons assurer à nos amis russes que leurs camarades de l'Ouest ont été très heureux d'apprendre que le peuple russe comprend que ses intérêts seraient assurés seulement par la défaite des armées allemande et autrichienne.

Le Daily Chronicle :

Après des mois d'incertitude, la reprise de l'activité au front russe peut inspirer à ceux qui, au front occidental, ont, pendant des mois, attendu tout le lendemain de la guerre.

Il est difficile de porter un jugement sur le caractère de cette offensive. Commençons-nous d'exprimer la satisfaction profonde que nous éprouvons cette reprise des opérations militaires.

Elle fait le plus grand honneur au peuple russe, à son armée, à ses hommes d'Etat et à ses généraux. Le plus grand mérite peut-être en revient à M. Kerensky, dont on connaît le vaillant appel adressé au peuple.

Le Daily Express :

Le premier pas est toujours le plus difficile. Les troupes de la libre Russie ont conduit les troupes à la victoire.

Les Russes comprendront que toute la révolution est en danger et combattront avec plus d'enthousiasme encore qu' auparavant.

L'offensive de l'armée révolutionnaire russe est un des plus grands événements de cette année 1917, qui est la plus prodigieuse de la toute l'histoire européenne.

Les Concours du Conservatoire

COMÉDIE

On écrivait hier que le genre tragique est un genre et que le genre comique en est un autre. Le public pourrait croire que le genre comique en est un troisième. Les privilégiés qui fréquentent aux concours du Conservatoire savent qu'il n'en est rien, et que le jour de la comédie est celui où l'on pleure le plus, rue de Madrid. Mlle Lagrange est venue nous annoncer selon l'usage que le petit chat est mort, et quelques heures plus tard, Mlle Cocca nous confirmait cette triste nouvelle. Presque toutes les autres concurrentes et les autres concurrents nous ont annoncé — simplement — que le petit chat qui est mort, c'est la vieille gaie française.

Les programmes de ces fêtes sont, en vérité, bizarrement conçus. Molière y occupe une place médiocre, et ceux d'ailleurs qui l'interprètent trouvent moyen de rendre Tarflet éternel. Mais nous aurons plutôt des semaines entières sans viande qu'un mois de juillet sans Victoire ou sans Claude, et on a juré que nous ne parlerions jamais pour la campagne sans voir, au moins une fois, Mimi mourir en bousinant.

Nous aurons beau protester, chaque année, à pareille époque, on nous réservera, l'année suivante, au lieu de scènes ayant un commencement, un milieu et une fin, des espèces de pots-pourris de pièces, par exemple un « arrangement », qui est revêtu d'un titre de deux et de trois de la Course du flambeau, un résumé de la Souris (passé pour la Souris) ; et si l'on peut dire, un comprimé de Monsieur Alphonse.

Enfin, on persistera sans doute à exhiber de jeunes élèves qui donneront des promesses, demain, et à souffrir que les morceaux de concours soient trois fois plus longs qu'ils devraient être. C'est miracle si les épreuves, ainsi rendues interminables, sont avec cela intéressantes. Elles n'ont pas laissé de l'être hier, et le jury l'a reconnu en accordant, sans trop de complaisance, vingt-quatre récompenses pour trente-sept concurrents.

La vedette de cette année est Mlle Suzanne Aubry, qui obtient, après le premier prix de tragédie, le premier prix de comédie. Mais Paul Hervieu qualifie lui-même l'interprète moderne la Course du Flambeau qu'elle interprète. Mlle Suzanne Aubry, si en la juge sur la physionomie et l'apparence, doit avoir des qualités brillantes, que le rôle de Sabine ne lui a guère permis de nous montrer, c'est dommage. Elle a témoigné au moins un talent solide, sincère, original, sans recherche, et une extrême intelligence.

Mlle Lafont, autre premier prix, a semblé pathétique dans la Dame aux camélias, et Mlle Roseraie 2^e prix, fort amusante, pleine de verve dans le rôle de Mme Guichard, de Monsieur Alphonse.

Mlle Lagrange, Sodane, Gisèle Picard ont également remporté des seconds prix. Nous avons remarqué, parmi les premiers accessits, Mlle Nadine Phéda, qui est bien jolie, et parmi les deuxièmes accessits, Mlle Geneviève Chardey, ou plutôt nous avons remarqué que Mlle Geneviève Chardey n'avait obtenu qu'un deuxième accessit et qu'elle pouvait espérer mieux.

Trois premiers prix hautement mérités ont récompensé MM. Alcover, Pizani et Lagrange. Ces trois élèves sont déjà trois artistes, et si l'on n'eût craint de blesser M. Dalimont, on les eût applaudis. M. Alcover a interprété Giboyer avec une rudesse et une amertume bien mesurées. M. Lagrange a témoigné autant d'intelligence que de talent, un talent dévoué, dans le monologue de Chatterton. M. Pizani n'est pas médiocrement plaisant. Il compose à merveille. Ses répliques nous promettaient un heureux concours, et notre attente n'a pas été trompée. Il a interprété le père Violet de Marcelet, et ce Violet-là a fait l'unanimité.

M. Escande a de l'élégance, avec un peu de mollesse. Son second prix est bien gagné. Un autre second prix a été décerné à M. Chabine : un premier accessit seulement à M. Kier, qui a de la veuve et de la drôlerie ; un autre à M. Goutant, et à M. Serpent un deuxième accessit.

Abel HERMANT.

LE "TIP" remplace le Bour, à
Ave. Pellerin, 92, r. Rambuteau (188) 1/212

Pourquoi l'Amérique est en Guerre

DÉCIDÉS D'ABORD A UNE RIGOUREUSE NEUTRALITÉ, LES ÉTATS-UNIS, DEVANT LES PROCÉDÉS DES ALLEMANDS, SE SONT TROUVÉS CONTRAINTS A ENTRER DANS LA GUERRE. VOICI, DANS L'ORDRE ET PAR CATÉGORIES, LES ÉVÉNEMENTS ESSENTIELS QUI ONT PROVOQUÉ LEUR DÉTERMINATION

Les crimes des pirates contre les États-Unis

Février 1915. — L'*Esperanza* (américain) est coulé. Un matelot américain est au nombre des victimes. — Le vapeur américain *Carib* coule sur une mine allemande dans la mer du Nord.

Mars 1915. — Le steamer américain *William P. Frye* est coulé par le *Prinz Eitel Friedrich*, lequel est interné peu après à Newport-News. — Un Américain, M. Thrasher, disparaît dans le torpillage du *Falaba*.

Mai 1915. — Torpillage du bateau-citerne américain *Idelflight*. Mort du capitaine et d'une partie de l'équipage. — Le 7 mai, le transatlantique anglais *Lusitania* est torpillé au large des côtes d'Irlande et coule. 1.502 victimes sur 2.150 passagers, dont 188 Américains. M. Alfred Vanderbilt compte parmi les victimes. — Le steamer américain *Nebraska* est torpillé.

Juillet 1915. — Le steamer américain *Lee Lanaw* est coulé.

Août 1915. — L'*Arabic*, transatlantique anglais, est coulé sans avertissement. 26 Américains à bord.

Décembre 1915. — Le bateau-citerne américain *Petroline* est torpillé.

Mars 1916. — Le vapeur canadien *Englishman* est coulé. Il y avait des Américains à bord. — Le courrier anglais *Sussex* est coulé entre Folkestone et Douvres. Dix-huit Américains, dont Mr. Baldwin, étaient à bord.

Octobre 1916. — Le vapeur américain *Lanao* est torpillé et coulé près de Cardiff.

Novembre 1916. — Le vapeur américain *Columbian* est canonné et coulé en vue des côtes d'Espagne.

Janvier 1917. — Le vapeur américain *Westwego* est canonné par un sous-marin allemand.

Février 1917. — Le transatlantique anglais *Laconia* est torpillé et coulé. 300 personnes à bord. Deux Américains — Mrs Hoy et sa fille — et deux Américains sont noyés.

Mars 1917. — Le vapeur américain *Algonquin* est torpillé et coulé. — Le transatlantique américain *City of Memphis* est torpillé et coulé : 24 hommes d'équipage, tous Américains, sont portés manquants.



Le naufrage du transatlantique Lusitania

Le torpillage du Lusitania dans lequel plus de 1000 personnes trouvèrent la mort apparaît comme l'acte synthétique qui devait entraîner l'intervention des États-Unis.

Mars 1917. — Un document secret, adressé par M. Zimmermann, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, au comte Bernstorff, signifie à celui-ci de proposer au Mexique, en échange d'une alliance éventuelle contre les États-Unis, la restitution des anciens territoires mexicains incorporés aux États-Unis : le nouveau Mexique, le Texas et l'Arizona.

Les protestations des États-Unis contre les agissements des Allemands

Août 1914. — Vote, à Washington, d'un bill réclamant la liberté de la navigation pendant la crise européenne. — Les États-Unis font à l'Allemagne des représentations au sujet de la liberté des mers. — Le président Wilson désapprouve le bombardement des villes ouvertes. — Les États-Unis réclament le relâchement immédiat des Américains retenus en Allemagne pendant et après la mobilisation.

Février 1915. — Note au gouvernement allemand pour lui demander quelle sorte de mesures comptent prendre les officiers de marine allemands pour vérifier le caractère des bâtiments des pays neutres dans la zone bloquée. Menace de « sérieuses complications » si un navire américain est molesté.

Avril 1915. — Les États-Unis, en réponse à une note allemande, affirment leur droit de ravitailler les Alliés en munitions.

Mai 1915. — « Qu'on respecte le droit des gens », demande le président Wilson dans une note à propos du torpillage du *Lusitania*. — A la suite de ce torpillage, les Allemands sont malmenés aux États-Unis et la police doit garder l'ambassade d'Allemagne à Washington contre les manifestants. — Le président Wilson, parlant à Philadelphie, devant 4.000 personnes, s'élève vivement contre « la tragique injustice » du torpillage du *Lusitania*.

Juin 1915. — M. Dernburg, chef de la propagande allemande aux États-Unis, devenu « indésirable », après avoir essayé de justifier le crime du *Lusitania*, est renvoyé en Allemagne. — Une note réclamant en termes énergiques que le « maintien des droits sacrés de l'humanité » est adressée au gouvernement allemand par le gouvernement des États-Unis et provoque la démission de M. Bryan, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et témoignant alors de tendances pacifistes quand même. — Protestation contre la violation des correspondances diplomatiques des ambassadeurs alliés pratiquées par des agents allemands.

Juillet 1915. — M. Gompers, président de la Fédération du travail américaine, accuse les agents allemands d'entraver l'expédition des munitions destinées aux Alliés en fomentant des troubles ouvriers. — A la suite de la réponse allemande à la note américaine, réponse qui limite la garantie des vies américaines à bord des navires mêmes des États-Unis, le président Wilson adresse à l'Allemagne une nouvelle note, déclarant que tout renouvel-

lement d'un attentat analogue à celui du *Lusitania* serait considéré comme un « acte anti-amical » et provoquerait la rupture immédiate des relations diplomatiques. — L'Amérique décide d'augmenter sa force navale et de se consacrer à la préparation militaire du pays. — Le gouvernement de Washington proteste contre la remise de passeports américains à de nombreux espions par des officiers allemands.

Septembre 1915. — Les Allemands semblent capituler à la suite de la note du président Wilson et de l'agitation provoquée aux États-Unis par le torpillage de l'*Arabic*. — Le docteur Dumba, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Washington, est rappelé sur la demande du gouvernement américain. Il était en effet convaincu de manœuvres d'espionnage formels. — Les États-Unis affirment que l'Allemagne « devra renoncer à attaquer les navires marchands ».

Octobre 1915. — Les États-Unis réclament de l'Allemagne l'avertissement préalable obligatoire en cas de torpillage.

Décembre 1915. — Les attachés militaire et naval allemands sont rappelés à la demande des États-Unis. — Le président Wilson proteste contre la naturalisation des Allemands.

Janvier 1916. — Les marins des navires allemands internés sont arrêtés.

Février 1916. — M. Lansing exige de l'Autriche des excuses pour l'attaque du vapeur *Petrolite*. — Deux notes reconnaissent aux Alliés, contrairement à la thèse allemande, le droit d'armer des navires marchands.

Mars 1916. — Une forte agitation est déclenchée en Amérique à la suite du torpillage du *Sussex* et de l'*Englishman*. Des excuses sont réclamées.

Avril 1916. — La chambre de commerce américaine de Paris réclame la rupture avec l'Allemagne. — Le président Wilson adresse à l'Allemagne une note prenant position contre les torpillages non seulement au nom des États-Unis, mais au nom des pays neutres.

Septembre 1916. — M. Gérard, ambassadeur des États-Unis à Berlin, est mandé à Washington pour y régler « des questions internationales de la plus grande importance ».

Octobre 1916. — Les Américains de France, d'Angleterre et d'Italie adressent à Washington un manifeste « tenant pour impossible la continuation de la neutralité ».

Novembre 1916. — Réélection du président Wilson. — Protestation contre les déportations belges.

Décembre 1916. — M. Gérard, retournant en Allemagne, emporte un message du président Wilson protestant contre les déportations belges. — L'Amérique, au sujet du torpillage de l'*Arabic*, déclare qu'elle ne veut plus entendre parler des « erreurs regrettables » invoquées par les Allemands.

Janvier 1917. — Signification de la rupture à l'Autriche-Hongrie et rappel de l'ambassadeur à Vienne, M. Penfield. — Signification de la rupture à l'Allemagne et rappel de l'ambassadeur, M. Gérard.

Février 1917. — Refus de renouer les relations avec l'Allemagne. — Arrestation, à New-York, d'un étudiant hindou, nommé Herambal Gupta, de l'Université de Columbia. Il est inculpé d'avoir violé la neutralité des États-Unis, en conférant avec le capitaine von Papen, ex-attaché militaire allemand, et cela dans le but d'organiser la révolution aux Indes anglaises. L'accusé avoue avoir reçu, pour cette mission, une somme de 50.000 dollars — soit 125.000 francs — de von Papen. En 1915, Gupta s'était déjà rendu au Japon pour organiser son expédition, mais il avait échoué. — Le département d'Etat, à Washington, notifie officiellement aux ambassades et légations étrangères aux États-Unis qu'à dater du 13 mars les navires américains traversant la zone sous-marine allemande seront armés. Le département d'Etat décide en outre que tous les navires de commerce armés à leur avant et à leur arrière pourront sortir librement des ports des États-Unis. « Cette décision est d'autant plus importante, disait la note, qu'elle annule toutes les décisions précédentes relatives aux navires armés appartenant aux nations belligérantes. Désormais, tous les vaisseaux armés des nations de l'Entente pourront, sans aucune restriction, utiliser les ports américains. » — Le conseiller du département d'Etat, M. Polk, charge M. Ritter, ministre de Suisse à Washington, de faire connaître à Berlin que les États-Unis ne pourront tolérer aucune injure qui serait faite à leurs nationaux résidant en Allemagne. — En réponse aux notes américaines, l'Allemagne proclame qu'elle va augmenter la chasse sur mer et « mener la guerre sous-marine à outrance ».

Mars 1917. — Le président demande au Congrès le vote immédiat de l'état de guerre.

Avril 1917. — Le Congrès vote l'état de guerre.

Mai 1917. — Les États-Unis, qui ont voté la conscription, arment avec activité.

Juin 1917. — Arrivée à Paris du général Pershing, commandant le corps expéditionnaire. — Les premiers contingents armés américains débarquent en France.

Juillet 1917. — Arrivée des soldats américains à Paris pour la célébration de l'Indépendance Day.

Complots Allemands aux États-Unis

Février 1915. — L'Allemand von Horn tente de faire sauter le pont de chemin de fer de Sainte-Croix.

Octobre 1915. — Arrestation du lieutenant allemand Robert Fay, chef d'une association allemande qui fabriquait des bombes pour faire sauter les voies de chemin de fer, les ouvrages d'art et les usines d'armement et de munitions.

Novembre 1915. — Du matériel de guerre à destination de l'Angleterre est volé ou détruit dans les ports américains par des agents allemands. — Un complot terroriste allemand contre les propriétés et les existences de citoyens américains entristes est découvert. Il avait des ramifications dans tous les États-Unis.

Décembre 1915. — On découvre un complot qui avait pour but de détruire, par les bombes, les usines des chutes du Niagara.

Janvier 1916. — Les autorités anglaises saisissent, à Falmouth, la correspondance de l'attaché militaire allemand aux États-Unis, von Papen, retournant en Allemagne, après son expulsion d'Amérique pour complot et manœuvres contre la sûreté de l'Etat. Les documents saisis établissent nettement que des sommes importantes avaient été versées par von Papen — d'accord avec le comte Bernstorff — à des personnes impliquées dans des complots contre des fabriques de munitions et les voies ferrées des États-Unis. Les talons des chèques et les lettres de banques se trouvaient, en effet, parmi ces papiers. — Des Allemands font sauter, près de Philadelphie, une importante fabrique de munitions qui travaillait pour les Alliés. — Le ministère du Travail des États-Unis, tenant compte des actes de sabotage et des tentatives de grève dans les usines de munitions, ordonne l'arrestation des équipages des navires allemands réfugiés aux États-Unis.

Mars 1916. — La police découvre un plan qui consistait à détruire 80 unités maritimes allemandes internées, en cas de déclaration de guerre germano-américaine.

Janvier 1917. — Arrestation du consul général allemand Franz Bopp, du vice-consul von Schack, de l'attaché militaire-lieutenant Wilhelm von Brincken, de l'agent de la police secrète du consulat d'Allemagne Ch. Crowl, de son aide, Mme Cornell, et d'autres affiliés de la « bande noire », dont le consul Franz Bopp était le chef. Ils sont inculpés, par la cour fédérale de San-Francisco, d'avoir tenté d'organiser une expédition militaire au Canada afin de détruire les munitions en transit pour les Alliés, et d'avoir accompli des actes similaires aux États-Unis.

Février 1917. — Des attentats nombreux sont commis — incendies et explosions — contre les usines de munitions et contre les docks de New-York où sont accumulés des stocks de matériel à destination des alliés.

Les Messages du Président Wilson

SEPT FOIS, LE PRÉSIDENT WILSON A ÉLEVÉ LA VOIX DEVANT LE CONGRÈS POUR FLÉTRIR LA POLITIQUE D'AGRESSION DES ALLEMANDS ET POUR FIXER LES INTENTIONS DE L'AMÉRIQUE. LE DERNIER MESSAGE, LU LE 3 AVRIL DERNIER, ÉTABLISSAIT, AVEC UNE REMARQUABLE ÉLEVATION, LA RUPTURE DÉFINITIVE

Premier message

7 décembre 1915, le président Wilson lisait son message annuel devant les deux Chambres réunies en Congrès. Les passages les plus vigoureux et les plus significatifs se rapportaient aux complots et conspirations contre la sécurité nationale, ourdis à l'intérieur même des États-Unis par les Allemands. Voici le morceau essentiel de ce message :

Des citoyens américains nés sur un autre sol, mais auxquels nos généreuses lois de naturalisation confèrent toutes nos libertés en Amérique, ont versé le poison et la trahison dans les artères mêmes de notre vie nationale, et ont cherché à jeter le discrédit sur l'autorité et la bonne réputation de notre gouvernement, à détruire nos industries dès qu'ils croyaient que la destruction pouvait servir leurs projets de vengeance, à abaisser notre politique à des usages d'ingénieur étranger. Le nombre de ces citoyens est infime, comparé au nombre total de ces robustes immigrants d'une virile souche étrangère qui ont, dans les générations récentes, enrichi le sang de notre nation. Ce nombre est assez grand cependant pour avoir déshonoré sur nous une honte profonde et pour avoir rendu nécessaire que nous ayons promptement recours aux méthodes de la loi afin de les guérir de leur maladie dangereuse.

Deuxième message

20 avril 1916, le président Wilson lisait un message relatif à la situation créée par la guerre sous-marine menée par l'Allemagne contre les neutres.

Il m'a semblé, disait-il, qu'il était de mon devoir de dire au gouvernement allemand que s'il persistait dans son intention de faire une guerre implacable et de fermer aux navires de commerce à l'aide de sous-marins, malgré l'impossibilité maintenant certaine de faire cette guerre en conformité avec ce que le gouvernement américain doit considérer comme les principes sacrés et indiscutables du droit des gens et comme les préceptes d'humanité universellement reconnus, le gouvernement américain serait enfin forcé d'arriver à cette conclusion qu'il n'y a plus qu'une seule ligne de conduite qu'il puisse adopter et qu'à moins que le gouvernement impérial allemand ne se retire de sa politique de guerre précoce contre les navires transportant des passagers, des marchandises et prenne des mesures à cet effet, le gouvernement américain n'aura pas d'autre alternative que de rompre complètement les négociations diplomatiques avec le gouvernement de l'empire allemand.

Troisième message

18 décembre 1916, le président Wilson adressait aux belligérants une note les priant de faire connaître, les buts de guerre de chacun d'eux.



Le Président Wilson lisant un message devant le Congrès
Le Président Wilson, depuis le début des hostilités et avant d'en arriver à la déclaration solennelle du 3 avril 1917, avait lu six messages devant le Congrès de Washington.

Le 22 janvier 1917, parlant au Congrès, il reconnaissait la précision des Alliés et exposait sa doctrine. Voici le propos le plus typique de sa déclaration :

Les traités et les accords qui peuvent amener la lutte à son terme doivent comporter des clauses qui établiront une paix digne d'être garantie et préservée, une paix qui recueillera l'approbation de toute l'humanité et non pas une paix qui serait l'instrument des intérêts respectifs et des buts immédiats des nations belligérantes.

Quatrième message

Le 4 février 1917, à la suite d'une note allemande notifiant le blocus des côtes alliées, les États-Unis rappelaient leurs ambassadeurs à Berlin et à Vienne et faisaient remettre leurs passeports aux ambassadeurs des empires centraux à Washington. Le président Wilson lisait, à cette occasion, un message signifiant au Congrès cette rupture des relations diplomatiques. Signalons cette phrase de son discours :

Je ne puis rien faire de moins. Je considère comme entendu que tous les gouvernements neutres adopteront la même ligne de conduite.

Cinquième message

Le 28 février 1917, un nouveau message de M. Wilson demandait confirmation de ses pouvoirs au Congrès. Il disait notamment :

Je vous prie de m'autoriser à donner à nos navires marchands des armes défensives, si cela devenait nécessaire, et à employer tous les autres moyens qui pourraient être nécessaires pour protéger nos navires et nos concitoyens, dans l'exercice de leur activité pacifique. Je vous demande également de m'autoriser, en même temps que les pouvoirs que je réclame, des crédits suffisants pour me permettre de fournir des moyens de protection là où ils font défaut, y compris une assurance suffisante contre les risques de la guerre actuelle.

Sixième message

Le 5 mars 1917, après avoir prêté serment à la Constitution, le président a prononcé, en présence de 40.000 personnes, un discours en plein air, sur les marches du Capitole. En voici le passage essentiel :

Nous tenons ferme pour la neutralité armée, car il paraît que nous ne pouvons pas demander autrement ce que nous exigeons et ce à quoi nous ne pouvons renoncer. Il se peut même que nous nous trouvions entraînés par les circonstances à une affirmation plus active de nos droits et que nous participions plus intimement à la grande lutte malgré nous.

LE PRÉSIDENT WILSON ANNONCE L'ÉTAT DE GUERRE AU CONGRÈS

Le 3 avril, au cours d'une séance solennelle du Congrès, le Président des États-Unis proclamait que son pays se rangeait aux côtés des Alliés et était en état de guerre avec l'Allemagne. Voici son discours :

Après avoir rappelé que l'Allemagne avait déclaré le 7 février qu'elle méprisait toutes considérations d'humanité dans ses procédés de guerre sous-marine et montré que ces déclarations avaient été l'effet de tous les bâtiments, fussent-ils hôpitaux, avaient été envoyés par le fond sans aucune précaution par les sous-marins allemands, le Président Wilson entre dans le vif du sujet et prononce les paroles suivantes devant le Congrès réuni en session extraordinaire :

Les lois internationales ont été édifiées à grand'peine. Après avoir fait tout ce qu'on pouvait, les nations ont encore été modestes, mais tout ce qui a été accompli a toujours été avec le sentiment bien profond de ce que le cœur et la conscience de l'humanité exigent. Ce minimum de droits a été délibérément rejeté par le gouvernement allemand, alléguant la nécessité de représailles et l'obligation de se servir des méthodes les plus déshumanitaires. Or, il est impossible de les employer sans jeter au visage de tous les scrupules d'humanité ou de respect qui ont été considérés comme la base des relations.

Je ne pense pas, en ce moment, aux pertes matérielles qui sont immenses, mais seulement à la destruction totale et voulue de vies de non combattants.

La guerre sous-marine

La guerre sous-marine de l'Allemagne contre le monde est une guerre contre l'humanité, c'est une guerre contre toutes les nations. Des navires américains ont été coulés, des vies américaines ont été sacrifiées dans des circonstances qui nous ont violemment émus, mais d'autres navires et d'autres citoyens américains neutres et amis ont été coulés et précipités dans les flots de la même façon. Il n'y a eu aucune distinction, elle a été lancée à toute l'humanité.

Chaque nation doit décider pour elle-même de la manière dont elle agit. Notre choix devra être fait avec une modération réfléchie et la tranquillité de jugement qui convient à notre caractère et à nos institutions.

Ce n'est pas la vengeance qui doit être notre but, mais la sécurité que nous devons nous assurer par nos propres moyens. C'est simplement la revendication du droit de l'humanité dont nous ne sommes qu'un membre individuel.

Le message que je me suis adressé au Congrès, le 26 février dernier, je pensais qu'il suffirait d'affirmer par nos propres paroles nos droits de nation neutre, le droit que nous avons de circuler sur les mers sans être inquiétés, notre droit d'assurer la sécurité de nos concitoyens contre des violences illégales. Mais nous ne pouvons maintenant que la neutralité armée apparaît comme une chose inévitable. En fait les sous-marins allemands, lorsqu'ils sont utilisés comme ils

le sont actuellement contre les navires de commerce, sont en dehors des lois existantes : il est impossible de défendre nos navires contre leurs attaques, car le droit international permet aux navires marchands de se défendre contre les sous-marins, les croiseurs ou autres navires visibles qui leur donnent la chasse sur les hautes mers. La prudence la plus élémentaire et, en fait, dans les circonstances actuelles, la nécessité nous obligent à essayer de détruire les sous-marins avant même qu'ils aient manifesté leurs intentions.

Le gouvernement allemand refuse aux neutres le droit, dans les zones maritimes qu'il a prescrites, de se servir d'aucune manière de leurs armes pour la défense des droits que personne dans les temps modernes n'a jamais contestés.

L'état de guerre

L'Allemagne a annoncé que les détachements embarqués sur les navires pour les protéger sont exposés à être traités en pirates. En présence de telles prétentions, la neutralité armée serait pire qu'humiliante. Nous ne pouvons choisir la voie de la soumission et permettre que nos droits nationaux les plus sacrés soient violés.

Obsédant sans hésitation à ce que je considère comme mon devoir constitutionnel, je conseille au Congrès de considérer l'action récente du gouvernement impérial contre le peuple des États-Unis, d'accepter formellement l'état de guerre qui lui a été imposé et de prendre les mesures immédiates, non seulement pour mettre le pays en état de défense complet, mais aussi pour obliger l'Allemagne, en employant toutes nos ressources, à accepter de terminer la guerre à nos conditions.

L'état de guerre entraînerait notre collaboration étroite avec les autres gouvernements en guerre contre l'Allemagne, par le concours d'appuis financiers très étendus, et aussi par l'organisation et la mobilisation de toutes les ressources matérielles du pays, afin de fournir du matériel de guerre et de servir les autres besoins des nations de la façon la plus abondante et la plus efficace possible, en même temps que la plus économique. L'état de guerre entraînerait aussi l'équipement immédiat et complet de la marine, en lui fournissant notamment les moyens de combattre les sous-marins ennemis et enfin l'adoption immédiate de nos forces armées d'un million cinq cent mille hommes qui, à mon avis, devraient être choisis d'après le principe du service militaire universel avec l'incorporation d'un accroissement de forces au besoin égal.

Les crédits nécessaires au gouvernement que nous vous demandons sont basés sur de nouvelles taxes équitables. Il est de notre devoir de protéger notre peuple contre les souffrances qui peuvent résulter d'impôts trop élevés. En prenant ces mesures, nous devons agir avec prudence et faire en sorte que nos propres préparatifs militaires ne gênent en aucun

façon notre devoir, car ce sera notre devoir de fournir aux nations déjà en guerre avec l'Allemagne le matériel qu'elles ne peuvent obtenir que de nous-mêmes. Ces nations sont déjà dans l'effort. Nous devons les aider de tous nos efforts, afin que leur action se fasse sentir d'une manière efficace.

J'espère que vous approuverez ces mesures solennellement énoncées par les services du gouvernement responsables de la conduite de la guerre et de la défense de la sécurité de la nation.

Après nous être dévoués à des mesures si pleines de conséquences, expliquons clairement notre but, qui est la défense des principes de paix et de justice contre les puissances autocratiques et égoïstes, en même temps que l'établissement, parmi les peuples vraiment libres et se gouvernant eux-mêmes, de l'unité de but et d'action qui assure à jamais le respect de ces principes.

La neutralité n'est plus longtemps possible, ni même désirable, quand la paix du monde entier et la liberté de ces peuples se trouvent en jeu, et que la menace de cette paix et de cette liberté vient de l'existence de gouvernements autocratiques appuyés par la force, qui imposent leur volonté sans tenir compte de la volonté des peuples.

Pour la démocratie, contre l'autocratie

Nous sommes au commencement d'un âge où les gouvernements doivent, tout comme les individus, être rendus responsables de leurs actes.

Nous n'avons aucune querelle avec le peuple allemand. Nous éprouvons pour lui de la sympathie et de l'amitié. Ce ne fut pas d'ailleurs sous son impulsion, ni même avec son approbation que le gouvernement allemand a déclaré la guerre. Cette guerre allemande a été décidée comme les vieilles querelles d'autrefois, alors que les peuples n'étaient jamais consultés et que la lutte avait lieu dans l'intérêt de la dynastie d'un petit groupe d'ambassadeurs.

Une nation libre de sa destinée ne remplit pas les États voisins de ses espions et n'entreprend pas des intrigues pour placer un quelconque de ces États en posture critique et se procurer ainsi une occasion de conquêtes, de tels desseins peuvent seulement être effectués lorsque personne dans l'État n'a le droit de poser une question, mais ils sont naturellement impossibles quand l'opinion publique insiste pour contrôler entièrement toutes les affaires de la nation. Seuls, les peuples libres peuvent protéger les intérêts de l'humanité à leurs propres intérêts. C'est ce que pense tout Américain.

Notre espoir de paix future a été renforcé par les événements merveilleux qui viennent d'avoir lieu dans cette Russie qui, pour tous ceux qui la connaissent, a toujours été profondément démocratique. L'autocratie qui dominait le sommet de son édifice politique, si longtemps qu'il se soit maintenu et si terrible que lui sa puissance réelle ne se présentait pas en fait la Russie dans son cur

rière nationale. Aujourd'hui, cette autocratie est abolie. Voici que le peuple russe, grand et généreux, est joint, avec toute sa majesté et toute sa puissance natives, aux forces qui combattent dans le monde pour la liberté, la justice et la paix. C'est un associé de plus, un associé plein de noblesse, dans notre ligne d'honneur.

L'un des faits qui ont contribué à nous convaincre que l'autocratie prussienne n'était pas et ne pourrait jamais être notre ami, c'est que, dès le début de la guerre actuelle, il avait rempli d'espions nos administrations sans méfiance et les bureaux de notre gouvernement ; il avait ourdi des intrigues criminelles de toutes parts contre notre unité nationale et il avait attenté à notre paix, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, pour détruire nos industries et notre commerce. En fait, il est maintenant prouvé que trois de ces espions étaient ici avant même le début de la guerre ; il a été prouvé devant nos cours de justice que les intrigues qui, plus d'une fois, ont failli troubler la paix et semer la perturbation dans les industries de notre pays, ont été machinées à l'inspiration, avec l'appui et même sous la direction personnelle des agents officiels du gouvernement impérial accrédités auprès du gouvernement américain. Alors même que nous réprimons ces agissements et que nous nous efforçons d'en détruire les conséquences, nous avons essayé de les interpréter de la façon la plus généreuse, parce que nous avions pertinemment qu'ils n'étaient la manifestation d'aucun sentiment d'hostilité à notre égard de la part du peuple allemand, qui les ignorait autant que nous, mais qu'ils avaient leur source dans les projets égoïstes d'un gouvernement qui faisait ce qu'il lui plaisait sans rien dire au peuple qu'il gouverne.

Mais ces faits ont contribué à nous convaincre enfin que ce gouvernement n'avait pour nous aucune espèce d'amitié et qu'il voulait agir contre notre paix et notre sécurité, selon sa convenance. La note que nous avons interceptée et qui était adressée au ministre d'Allemagne au Mexique prouve éloquentement que ce gouvernement avait l'intention de surexciter des inimitiés contre nous à notre propre porte.

En bien ! nous acceptons ce défi, parce que nous savons que dans un gouvernement de ce genre, et qui emploie de telles méthodes, nous ne trouverons jamais un ami et que, dans un pouvoir organisé toujours prêt à excéder le bon sens, quels projets, il ne peut y avoir aucune garantie de sécurité pour les gouvernements démocratiques du monde. Nous voici donc forcés d'accepter la bataille avec l'ennemi naturel de la liberté, et, pour ce faire, nous emploierons la force entière de la nation.

Nous sacrifierons notre vie, notre fortune, tout ce que nous possédons, à un tel devoir, avec la fierté de savoir qu'au fin le jour est arrivé où l'Amérique peut donner son sang pour les mêmes principes d'où elle est née, ainsi que pour le bonheur et la paix dont elle a le droit.

LES COURS
— L.L. MM. le roi et la reine d'Espagne ont assisté, avant-hier, à un grand banquet donné en leur honneur par le duc et la duchesse de Medinaceli.
— S. M. le roi d'Italie a donné une somme de 25.000 lire à l'œuvre Bonomelli, en faveur des émigrants.
— S. A. R. la duchesse d'Aoste a quitté Rome, mardi.
CORPS DIPLOMATIQUE
— L'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Madrid et lady Hardinge viennent d'offrir un grand dîner suivi d'un concert.
CERCLES
— Aujourd'hui aura lieu, à 3 heures, aux Lycées, 8, rue de Penthièvre, une matinée de la Fraternité Franco-Américaine, avec conférence de M. Hippeau, sur la "Société et les mœurs américaines", suivie d'une partie artistique et musicale. Première audition de l'hymne de guerre franco-américain, et d'un poème de Ch. Grandmougin. Salut à l'Amérique.

BIENFAISANCE
— Mme Charles Max, la cantatrice mondaine de grand talent, si dévouée aux œuvres charitables, vient de recevoir la médaille d'argent.



Mme Charles Max (Phot. Otto)

gent des épidémies" pour son inlassable dévouement comme infirmière à l'hôpital russe, depuis deux ans.
— Nous avons annoncé hier que le gagnant du saphir était M. Ernest May.
— Celui-ci, dans une lettre qu'il a adressée à M. Arthur Meyer, trésorier du syndicat de la presse parisienne, déclare renoncer au bénéfice du lot qui vient de lui échoir. Il prie le Syndicat de la presse parisienne de répartir en son nom les 100.000 francs, montant de la valeur du précieux joyau, entre les œuvres de guerre qui lui paraîtront les plus dignes d'intérêt.
— Lady Rumbold, femme du ministre d'Angleterre à Berne, ouvrira prochainement, à Murren, un chalet de plaisance qui servira de cercle aux Anglais internés dans le camp de cette localité.
— En l'hôtel de la comtesse de Béarn, une fête d'un grand intérêt artistique vient d'avoir lieu. Les merveilleuses figurines historiques romaines du sculpteur Fournery, dessinées et reconstituées, avec une science et une érudition remarquables, par Mme Marie-Paul Castargi, née Vaccaro, furent admirées de tous.
— Mlle Hélène Vaccaro, au cours d'une intéressante conférence, exposa l'histoire des figurines. Très applaudies également, Mlle Toulon Bernard et le baryton Fioretti, dont l'éloge n'est plus à faire.

NAISSANCES
— La comtesse Robert de La Ferté-Sennecière a donné le jour à un fils : Michel.

DEUILS
— On nous annonce la mort de S. A. la princesse de Ligne, née de Talleyrand-Périgord, décédée en son hôtel, 33, rue de Babylone. Le service religieux sera célébré vendredi 6 courant, à onze heures précises, en l'église Saint-François-Xavier, où l'on se réunira. Il ne sera pas envoyé de lettres d'invitation.
— Nous apprenons la mort :
Du général de brigade en retraite Bonnal, officier de la Légion d'honneur, qui vient de succomber, à soixante-treize ans. Il avait pris part à la campagne d'Algérie, avait été fait prisonnier en 1870 et était professeur d'histoire militaire à l'Ecole de guerre ;
Du comte Amédée des Cars, capitaine au 27^e bataillon alpin de chasseurs à pied, décoré de la croix de guerre, mort des suites de ses blessures ;
De M. Etienne Ernst, du 154^e d'infanterie, cité deux fois, tombé au champ d'honneur, âgé de vingt-cinq ans ;
De l'aspirant Raymond Gavel, du 20^e d'artillerie de campagne, engagé volontaire, décoré de la croix de guerre, mort pour la France, à dix-huit ans.

Le Plus Puissant DES Fortifiants

dont l'emploi est indispensable pendant les chaleurs pour combattre le manque d'appétit et des forces.

VIN DE VIAL
Quina, Viande
Lacto-Phosphate de Chaux

Convient aux Convalescents, Vieillards, Femmes, Enfants et toutes personnes faibles et délicates.

DANS TOUTES PHARMACIES

TOUTES petites idées sur « l'organisation ».
M. Maginot, ministre des Colonies, a convoqué l'autre jour, en assemblée officielle, les principaux « coloniaux » de France.

« Constituez parmi vous des commissions de quelques membres, leur a-t-il dit, une pour chaque groupe de colonies — Afrique occidentale, Indochine, vieilles colonies, — une pour les transports. Que chacune de ces commissions élabore, dans le plus bref délai, un rapport succinct sur la manière dont la partie du domaine colonial qu'elle représente peut et doit concourir au ravitaillement de la France durant la présente guerre, à sa prospérité après la guerre. »

Je suis heureux de saluer, dans cette initiative de M. Maginot, la résurrection, sous une forme embryonnaire, du Conseil supérieur des colonies, qui existe sur le papier, mais n'a jamais été réuni, depuis 1886.
Ce Conseil aurait pu rendre de grands services. Pourquoi donc ne le réunissait-on point ? C'est que cette assemblée aurait embêtillé les bureaux du ministère et les aurait empêchés de faire ce qui leur plaisait, c'est-à-dire le moins possible. La leçon de la guerre — rude leçon — pourrait avoir servi à quelque chose. Mais ne l'oublia-t-on point à la paix ?

On ne pourra l'oublier si l'on a soin de se poser les questions. Car ce n'est pas encore le moment de s'occuper de savoir comment les colonies pourront plus tard être le plus utiles à la métropole. Nous sommes en guerre, et le temps presse. Il s'agit de savoir quels services les colonies peuvent rendre tout de suite. La crise mondiale passée, on s'occupera du reste, et il faudra reconstituer alors le Conseil supérieur des colonies, mais sur des bases nouvelles.

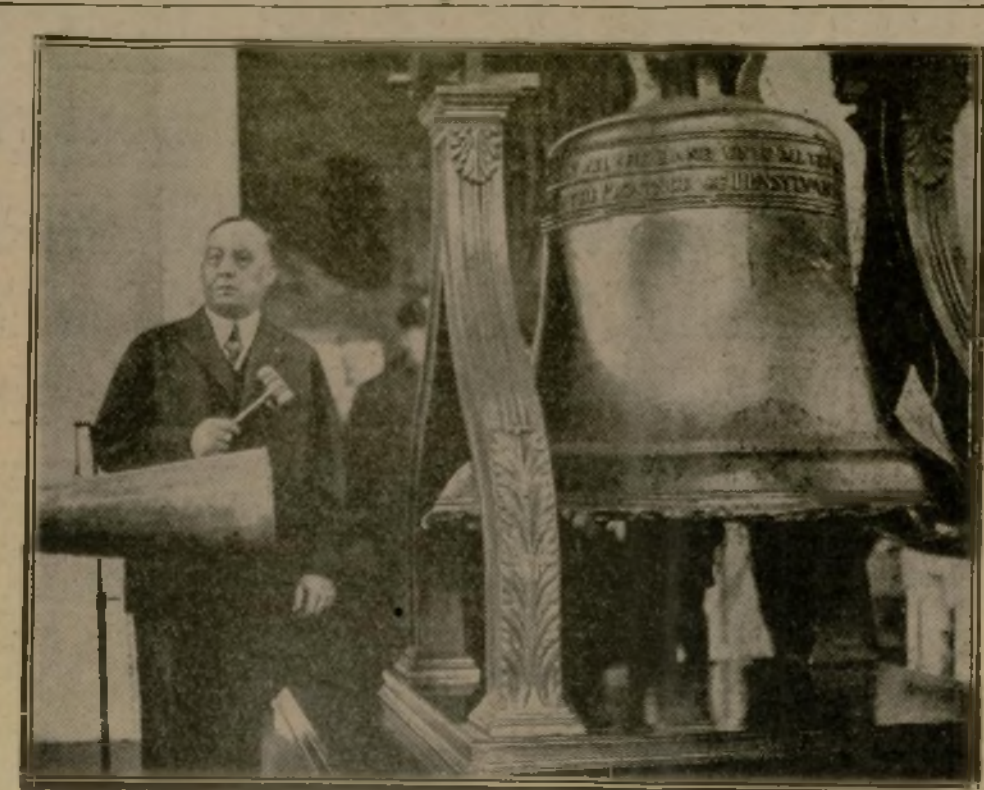
Pour l'instant, il faut aller au plus pressé. Et l'on peut prendre les décisions nécessaires en quelques jours. Il suffira de ne plus se livrer à des expériences qui seraient très intéressantes en temps ordinaire, mais qui ont été funestes à l'époque où nous sommes. Il ne faut plus dire aux colonies, comme on l'a fait depuis trois ans : « Votre sol est excellent pour telle ou telle culture — qui n'y existe pas, ou n'y existe qu'à peine — créez-la, ou développez-la. » Il faut leur demander le produit spécial qu'elles exportaient déjà en quantités importantes, et les prier de faire en sorte d'en exporter encore davantage, en s'engageant d'avance à en être acheteur. Or nos colonies sont justement des colonies de « spécialités ». Pour le Sénégal et le Soudan, c'est l'arachide, qui donne de l'huile — l'huile indispensable à nos machineries. Pour l'Indochine, c'est le riz. Pour le Congo et la Guinée française, c'est le caoutchouc. Pour la Martinique, c'est le sucre, etc.

Qu'on leur demande ces produits, et non pas d'autres. Qu'on s'engage d'avance, comme je le disais, à en être acheteur, quelle que soit la quantité, sinon l'indigène se découragera, et l'année suivante limitera son effort, au lieu de l'accroître. Et qu'on ne procède pas surtout par voie de réquisition pour l'achat : l'indigène ne voudrait plus rien savoir, et d'ailleurs l'administration n'a pas de bâtiments pour emmagasiner la marchandise. Ce sont les commerçants français qui doivent agir. Et enfin qu'on se procure des bateaux pour « sortir » ces marchandises.

Si l'on adopte ces mesures, vous verrez les résultats !

Pierre MILLE.

La cloche a sonné
Depuis 1776 la vieille cloche de la Liberté, qui se trouve à Philadelphie, au hall de l'Indépendance, n'avait sonné que des anniversaires.
Mais, l'autre jour, M. Smith, maire de Philadelphie, s'est rendu dans le hall et, avec un marteau d'or, a frappé treize coups sur la cloche.
C'était pour avertir ses concitoyens qu'un grand devoir s'imposait à eux : souscrire à l'Emprunt de la Liberté.
« Cet appel de la grosse cloche de bronze, emblème sacré de l'indépendance américaine,



LA CLOCHE DE LA LIBERTÉ A PHILADELPHIE

ne, a signifié au monde, écrit un de nos confrères des Etats-Unis, que nous sommes prêts à donner pour la démocratie jusqu'à notre dernier dollar et jusqu'à la dernière goutte de notre sang ».

La Gandara et l'importun

Le peintre Antonio de La Gandara détestait les raseurs.
Encore qu'il fût d'une politesse stricte à l'égard de chacun, quand, dans son atelier de la rue Monsieur-le-Prince, l'un d'eux, ayant forcé la consigne, prétendait lui dérober une minute de ce temps précieux dont il était avare, il savait expulser l'importun.
Au lendemain de la mort de Jean Lorrain, l'un d'eux, collaborateur à une modeste revue littéraire, était venu lui demander son sentiment sur le disparu. Le visiteur, au lieu d'aller droit au but, se perdait dans des discours prolixes, parlait « art pour l'art », littérature, exotisme, etc. La Gandara subit d'abord dans un impatient silence ce déluge de lieux communs, puis regarda sa montre, la remonta lentement et, l'ayant replacée dans son gousset, tendit, pour prendre congé, deux doigts nonchalants à l'intrus avec ces simples mots :
— Parfaitement, monsieur...

Beaumarchais et l'Amérique

Nos hôtes américains vont aller aujourd'hui au cimetière de Picpus pour y honorer la mémoire de La Fayette. Et il n'est si petit enfant à l'école qui ne sache pourquoi. Mais combien de grandes personnes seront surprises quand nous leur dirons que nos nouveaux alliés songent à célébrer un autre Français du dix-huitième siècle, celui qui eut le plus d'esprit après Voltaire et que Voltaire même admirait : Beaumarchais.

Eh ! oui, Beaumarchais, qui ne fut pas moins utile que La Fayette aux insurgés américains. C'est lui, en effet, qui décida Louis XVI et Vergennes à leur accorder l'appui de la France, appui qui devait d'abord être tenu secret et se dissimuler sous un masque commercial. Beaumarchais reçoit un million pour fonder une grande maison de commerce qui ravitaillera l'Amérique en armes et en munitions. Et, dès décembre 1776, il envoie 200 canons, 25.000 fusils, 200 milliers de poudre, des mortiers, des bombes, des uniformes pour 25.000 hommes. Il ne s'en tient pas là. Il frète une armée de navires qui, sans trêve, sillonnent l'Atlantique. Il construit même une marine de guerre, une marine qui lui appartient, à lui Beaumarchais, et combat à côté de celle du roi contre l'Angleterre. Quand le comte de Grasse perd la plus belle flotte française, c'est encore Beaumarchais qui la remplace, ayant eu l'idée d'organiser une souscription dans tout le royaume.
Heureux temps, où la France ravitaillait l'Amérique ! Homme surprenant, qui trou-

vait le temps de surveiller les répétitions du Barbier de Séville dans le même temps où il préparait quarante vaisseaux pour les insurgés ! Nous ne savons plus ces choses. Mais les Américains s'en souviennent, et l'un d'eux, passant hier devant les Galeries Lafayette, a demandé sans rire :
— Oh ! pourquoi n'avez-vous pas aussi des Galeries Beaumarchais ?

Hors-d'œuvre

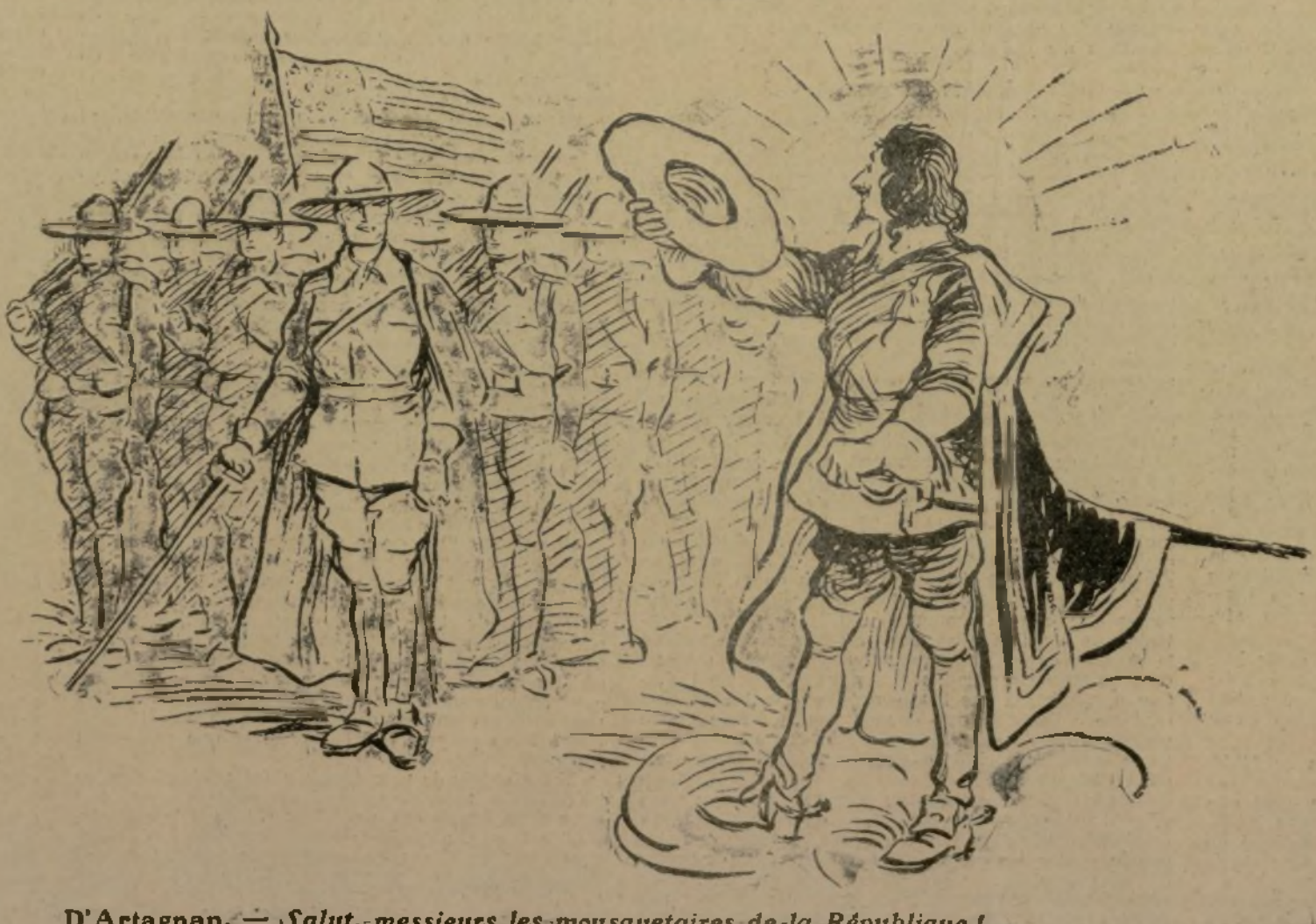
Dans le vestibule du Conservatoire, après le concours de chant, le professeur Isnard essaie de consoler un élève que le jury a écarté, bien qu'elle ait fait preuve d'un mérite réel.
Elle gémit : « Maître, j'étais sûre à l'avance de ce qui arrive. Jamais je n'aurai une première récompense, jamais. Je ne connais aucun de ces messieurs du jury ; je n'ai pas la moindre recommandation tandis que mes camarades en ont au moins une dizaine chacune. Elles sont pistonnées par des députés, des sénateurs et même des ministres ! Et puis regardez comme je suis fugote. Ma couturière est une idiote. »
Mais non, ma petite, ce n'est pas cela, assure le maître. On ne vous a pas donné de prix parce que vous êtes trop jeune. Patientez, patientez, que diable ! Tenez, vous voyez ça ? (Il indique d'un geste le ruban rouge qui pare sa boutonnière). Ça vous représente 15 ans de professorat... 15 ans !... La jeune fille contemple la récompense si laborieusement gagnée, et s'apaise, tant il est vrai que les souffrances d'autrui nous consolent des nôtres.

Un photographe a groupé les lauréates dans un coin de la cour, bien éclairé. Dans les mains de Mlle Viratelle, il place un énorme C en zinc.
« Que signifie cette lettre ? » demande une spectatrice.
Et le photographe répond : « C'est l'initiale de la Maison ».

Les auxiliaires de l'Enseignement

Pour remplacer, dans les écoles parisiennes, les instituteurs enlevés par la mobilisation, l'Etat a fait appel à des institutrices de province, particulièrement à celles qui furent chassées par l'invasisseur.
Elles touchent, à titre d'auxiliaires, un traitement fixe de 100 francs par mois. On leur accorde 50 francs d'indemnité de logement. Mais la plupart, ayant charge de famille, se trouvent dans une situation pénible.
Tandis que les titulaires ont obtenu l'indemnité de vie chère, les auxiliaires attendent encore ce modeste secours. Il est évident qu'elles ne descendront pas dans la rue pour réclamer, sur l'air connu, les 20 sous et la semaine anglaise ; elles n'envoient même pas une délégation au ministre compétent.
Mais peut-être le ministre compétent vaudra-t-il songer à elles...
LE VILAIN.

UN COUP DE CHAPEAU par Lucien Métivet



D'Artagnan. — Salut, messieurs les mousquetaires de la République !...

Agostini PAR JACQUES CONSTANT

Devant l'auberge Vertucca, Corté, l'un des gendarmes de la brigade Corté, devisait familièrement avec la servante. Une main sur son chef, l'autre caressait la moustache prise, souriait avec la fatuité professionnelle soudain le gendarme s'arrêta court milieu d'un madrigal et, sautant en sautoir au grand galop.

Akurie, Elena risqua un regard l'église et rentra vivement dans l'auberge. Mme Filippi, l'épicière, en tant qu'en clin-d'œil, le village rut désert. Derrière les rideaux de leur, cent cinquante paires d'yeux braquèrent sur un homme qui descendait tranquillement la rue en pente.

C'était un robuste quinquagénaire, pourvu d'une barbe embroussaillée, vêtu comme un pâtre. Il avait un fusil chasse en bandoulière et portait une touchière garnie. Sans s'inquiéter uniment des portes verrouillées, il marcha jusqu'à la mairie et pénétra sous le porche.

— Vous l'avez vu ?
— Agostini, donc. Jésus-Dieu ! plein jour, que vient-il faire ?
Cet Agostini était un brigand fameux dans toute la Corse. Citoyen de l'Etat il avait tué par vendetta Gaetano M... ni et pris ensuite le maquis. Quatre mois plus tard, il blessait deux gendarmes qui lui avaient tendu une embuscade et étendait mort devant sa porte l'un qui l'avait dénoncé. Depuis, déjouant tous les pièges de l'autorité, il vivait dans la montagne. Il courait sur lui les légendes qui le montraient aussi redoutable que redouté et on le considérait moins comme un bandit que comme un héros.

Dans son cabinet, M. Battisti, le maire, dessinait attentivement sa signature sur les registres de l'état civil, quand Mme Rougis, l'institutrice, entra en le venant :

— Ah ! Monsieur le maire, un homme qui demande à vous parler. Et c'est Agostini ! s'écria une voix mal connue.

Et le brigand, sans souci de l'homme qu'il provoquait, s'assit sur une chaise. Pour être plus à l'aise, il posa son fusil qui s'éroula bruyamment.

— Ne craignez rien. Je viens vous décharger.
Le magistrat respira plus librement, commençant un : « Qu'est-ce qui me vaut... »
— Il allait dire « l'honneur », mais s'arrêta. L'avantage de votre visite ?
Il ajouta : « Quelle imprudence ! les gendarmes étaient là ! »

— Je sais, fit l'autre, j'en ai aperçu qui doit être loin s'il galope tout. Puis, changeant de ton, il prononça avec émotion :

— Battisti, laissez-moi te tutoier, comme autrefois lorsque nous jouions ensemble sur la place de Lozzi. Battisti peut me rendre un service inouï.

Et il expliqua que son neveu, mobilisé avec la classe 17 venait d'être tué grièvement en Champagne et dirigeait un hôpital de Clermont. Agostini, l'aimait comme un fils, sollicitait un sejour-passer pour aller embrasser le soldat.

— Agostini, oublies-tu que tu es le coup d'une condamnation capitale ?
— Battisti, aie pitié d'un malheureux. Et pour la stupefaction du magistrat, Agostini, le roi du maquis, le bandit rougine, se mit à pleurer.

— Ecoutez, fit-il, quand il fut un peu calmé, depuis tant d'années que je suis en tête à tête avec les merles, réfléchis sur mes actions. Tu le sais, n'ai jamais tué pour un profit, mais lément pour obéir à notre antique loi vendetta ou pour défendre ma vie. Tant je regrette d'avoir été condamné à sacrifier aux mânes de mon oncle, n'étais sans doute pas irréprochable, brave garçon comme ce Mausoir, et j'aurais justice si quelqu'un de sa famille m'appliquait à son tour la peine de lion.

Battisti, je t'offre aujourd'hui le moyen de ramener le calme dans ce de notre Corse et d'éteindre la vendetta qui pèse sur nos deux familles. C'est un autre devoir à satisfaire. Il faut venger maintenant le fils de ma sœur.

Quelques instants plus tard, sous même panique sur son passage, Agostini s'éloignait, regagnant l'impénétrable maquis.

Le lendemain, sur la route qui mène à la gare de Corté, un vénérable paysan au visage soigneusement rasé cheminait allègrement. Il croisa une demi-douzaine de gendarmes à cheval, conduits par Graziani, et armés jusqu'aux dents. Ils levèrent respectueusement leurs saluts.

— Es-tu sûr, demandait l'un, que tu n'es pas trompé ?
— Non, non, répondait Graziani, toujours sa grande barbe, et il est tel que l'ont popularisé les cartes postales.

Le piéton, qui n'était autre qu'Agostini, réprima son sourire et continua sagement sa route.
Dans le bateau qui l'emportait vers France, un vieil Anglais qui passait par que tous les hivers à Ajaccio, parlait mœurs corses, de la vendetta et des gands qui infestaient le maquis.

— Bah ! fit le faux pasteur avec un sourire, je crois qu'on exagère le coup, et je suis persuadé que le bandit, que ce fameux Agostini, n'est qu'un citiez tout à l'heure les exploits qu'il a quitté l'île sans esprit de retour.

Jacques CONSTANT

